

3° un membre à titre de représentation des administrations locales, qui est nommé par le Gouvernement flamand, sur la proposition de la « Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten » (Association flamande des villes et communes) ;

4° cinq membres indépendants, qui sont nommés par le Gouvernement flamand, sur la proposition du conseil d'administration conformément aux articles 4, 5, alinéas premier à quatre, et 6, du décret du 22 novembre 2013 relatif à la bonne gouvernance au sein du secteur public flamand, sauf dispositions contraires dans le présent article.

§ 2 En cas d'une composition entièrement nouvelle du Conseil d'administration, les membres visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 3° inclus, sont nommés par le Gouvernement flamand. Ensuite, ce conseil d'administration composé de manière restreinte présente les membres indépendants au Gouvernement flamand.

§ 3. Les articles 7 à 9 inclus du décret du 22 novembre 2013 relatif à la bonne gouvernance au sein du secteur public flamand s'appliquent au conseil d'administration.

§ 4. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 juillet 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique,
du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,

L. HOMANS

—
Note

(1) *Session 2017-2018*

Documents :

- Projet de décret : 1616 – N° 1.

- Rapport : 1616 – N° 2.

- Texte adopté en séance plénière : 1616 – N° 3.

Annales - Discussion et adoption : Séance du 27 juin 2018.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/40450]

28 JUIN 2018. — Décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et visant à la transparence des établissements non reconnus

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 14 est remplacé par ce qui suit :

« Article 14. Aucun établissement, institution, organisme ou association ne peut utiliser ces dénominations francophones d'Université, Haute Ecole ou Ecole supérieure des Arts, Etablissement d'enseignement supérieur, Faculté s'il y exerce des activités similaires aux missions des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française, sauf s'il est officiellement reconnu comme tel en vertu d'une autre législation belge ou étrangère. Dans ce cas, il doit mentionner explicitement cette législation dans toutes ses communications.

Art. 2. Dans le même décret, un article 14/1 est inséré au chapitre III du titre 1^{er} et est rédigé comme suit :

« Article 14/1. Par établissement d'enseignement non reconnu, il y a lieu d'entendre tout établissement d'enseignement, institution, organisme ou association qui, sans être mentionné aux articles 10 à 13, dispense des formations de niveau supérieur organisées soit en région de langue française, soit en région bilingue de Bruxelles-Capitale pour autant que l'établissement dispense des activités exclusivement ou significativement en français. »

Art. 3. Dans le même décret, un article 14/2 est inséré au chapitre III du titre 1^{er} et est rédigé comme suit :

« Article 14/2. Le Gouvernement établit et actualise annuellement un cadastre reprenant les établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Communauté française, ainsi qu'un cadastre des établissements d'enseignement non reconnus tels que visés à l'article 14/1.

Le cadastre reprenant les établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Communauté française est public. Il fait notamment l'objet d'une publication actualisée sur les sites Internet dont la liste est établie par le Gouvernement de la Communauté française. Toute publication du cadastre est accompagnée d'une explication claire et pédagogique quant aux conséquences liées à la reconnaissance ou à la non reconnaissance d'un établissement d'enseignement.

Art. 4. Dans le même décret, un article 14/3 est inséré au chapitre III du titre 1^{er} et est rédigé comme suit :

« Article 14/3. § 1^{er}. Tout établissement visé à l'article 14/1 est tenu de notifier au Gouvernement son activité pour le 15 septembre.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la notification visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. En cas d'incomplétude de la notification visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le Gouvernement sollicite de l'établissement qu'il complète les informations manquantes dans le mois de sa demande.

Dès réception de l'ensemble des éléments visés à au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement adresse à l'établissement une attestation de notification datée.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de l'attestation de notification visée à l'alinéa précédent. »

Art. 5. Dans le même décret, un article 14/4 est inséré au chapitre III du titre 1^{er} et est rédigé comme suit :

« Article 14/4. § 1^{er}. La page d'accueil du site Internet de l'établissement d'enseignement non reconnu, tout support contenant des informations quant aux formations dispensées et aux titres délivrés, toute promotion écrite ayant pour objet de faire connaître l'établissement, les formations qu'il dispense et les titres qu'il délivre, ou tout autre promotion quel qu'en soit le média, doit comporter la mention suivante : « Etablissement et diplômes non reconnus par la Communauté française de Belgique ». Le cas échéant, la mention peut être complétée par une référence explicite à la législation étrangère sur base de laquelle les diplômes sont délivrés.

La mention visée à l'alinéa précédent, lorsqu'elle est écrite sur un support quel qu'il soit, figure en caractères gras et dans un cadre distinct du texte, au recto de la première page.

§ 2. Lors de l'inscription, avant la première échéance de versement par l'étudiant visant à cette inscription, l'établissement d'enseignement non reconnu est tenu de faire signer à chaque étudiant un document qui contient de façon bien visible la mention suivante « Etablissement et diplôme non reconnus par la Communauté française de Belgique ». Le cas échéant, la mention peut être complétée par une référence explicite à la législation étrangère sur base de laquelle le diplôme est délivré. Une copie de ce document signé est remise à l'étudiant contre récépissé. »

Art. 6. Dans le même décret, un article 14/5 est inséré au chapitre III du titre 1^{er} et est rédigé comme suit :

« Article 14/5. En cas de non-respect des obligations inscrites à l'article 14/4, § 2, l'établissement d'enseignement non reconnu est tenu de rembourser, dans les 30 jours de la réception d'une demande introduite par un étudiant, tous les droits d'inscription et autres frais similaires perçus depuis le premier versement de cette inscription. Cette demande doit faire explicitement référence à l'article 14/4, être signée par l'étudiant et envoyée par recommandé. »

Art. 7. Dans le même décret, un article 14/6 est inséré au chapitre III du titre 1^{er} et est rédigé comme suit :

« Article 14/6. § 1^{er}. En cas d'utilisation des dénominations visées à l'article 14, le Gouvernement sanctionne l'établissement d'enseignement non reconnu d'une amende administrative de 500 à 5.000 euros.

§ 2. Le Gouvernement sanctionne d'une amende administrative de 500 à 5.000 euros, l'établissement d'enseignement non reconnu qui ne respecte pas les obligations visées aux articles 14/3, § 1^{er} et 14/4, § 1^{er}. En cas de récidive dans l'année, le plafond de l'amende est doublé.

§ 3. Sans préjudice de l'application de l'article 14/5, le Gouvernement sanctionne d'une amende administrative de 100 à 1.000 euros par élève inscrit, l'établissement d'enseignement non reconnu qui ne respecte pas l'une des obligations visées à l'article 14/4, § 2. En cas de récidive dans l'année, le plafond de l'amende est doublé.

§ 4. Le Gouvernement fixe la procédure et les modalités relatives aux décisions visées aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3.

Art. 8. Dans le même décret, un article 14/7 est inséré au chapitre III du titre 1^{er} et est rédigé comme suit :

« Art. 14/7. Le Président du Tribunal de première instance, saisi comme en référé, est compétent pour ordonner la cessation de toute utilisation d'une des appellations protégées visées à l'article 14, de toute communication ou de toute activité poursuivie par un établissement visé à l'article 14/1, en cas de non-respect de l'une des obligations visées à l'article 14/4. »

Art. 9. Dans le même décret, l'article 15, § 1^{er}, 41°, est remplacé par ce que suit :

« 41° Grade académique : titre sanctionnant la réussite d'un cycle d'études correspondant à un niveau de certification reconnu par ce décret et protégé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur ; ».

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 juin 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes
et de l'Égalité des Chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. - Proposition de décret, n° 635-1. - Rapport de commission, n° 635-2 - Amendement(s) en séance, n° 635-3. - Texte adopté en séance plénière, n° 635-4

Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 27 juin 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/40450]

28 JUNI 2018. — Decreet tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en houdende transparantie van de niet-erkende instellingen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

Artikel 1. In het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt artikel 14 vervangen als volgt :

“Artikel 14. Geen instelling of vereniging mag die Franstalige benamingen “ Université ”, “ Haute Ecole ” of “ Ecole supérieure des Arts ”, “ Etablissement d’enseignement supérieur ”, “ Faculté ”, dragen als zij daar activiteiten uitoefent die gelijkaardig zijn met de opdrachten van de instellingen voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, behalve als zij als zodanig officieel erkend wordt krachtens een andere Belgische of buitenlandse wetgeving. In dit geval moet zij die wetgeving uitdrukkelijk in al die mededelingen vermelden.

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III van titel I een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 14/1. Onder niet-erkende onderwijsinstelling wordt verstaan elke onderwijsinstelling, instelling of vereniging die, zonder vermeld te worden in de artikelen 10 tot 13, opleidingen van hoger niveau verlenen die georganiseerd worden ofwel in het Franse taalgebied, ofwel in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad voor zover de instelling activiteiten uitsluitend of duidelijk in het Frans verleent.”

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III van titel I een artikel 14/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Article 14/2. De Regering bepaalt en werkt elk jaar een geïnformeerd register bij met de instellingen voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden erkend, alsook een geïnformeerd register van de niet-erkende onderwijsinstellingen, zoals bedoeld in artikel 14/1.

Het geïnformeerd register met de instellingen voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden erkend, wordt bekend gemaakt. Het bijgewerkte geïnformeerd register wordt inzonderheid bekend gemaakt op de websites waarvan de lijst door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt vastgesteld. Elke bekendmaking van het kadaster gaat gepaard met een duidelijke en pedagogische uitleg van de gevolgen verbonden aan de al dan niet erkenning van een onderwijsinstelling.

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III van titel I een artikel 14/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14/3. § 1. Elke instelling bedoeld in artikel 14/1 is ertoe gehouden om haar activiteit voor 15 september aan de Regering mee te delen.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de mededeling bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Als er gegevens ontbreken in de mededeling bedoeld in § 1, eerste lid vraagt de Regering aan de instelling dat ze de ontbrekende informatie binnen de maand van haar aanvraag aanvult.

Na ontvangst van het geheel van de elementen bedoeld in paragraaf 1 bezorgt de Regering de instelling een gedateerd mededelingsattest.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het mededelingsattest bedoeld in het vorige lid. »

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III van titel I een artikel 14/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14/4. § 1. De onthaalpagina van de website van de niet-erkende onderwijsinstelling, elke drager van de informatie over de verstrekte opleidingen en de uitgereikte getuigschriften, elke geschreven promotie met als doel de bekendmaking van de instelling, de opleidingen die ze verstrekt en de getuigschriften die ze uitreikt, of elke andere promotie ongeacht de media, moet de volgende melding bevatten : Instelling en diploma’s die niet erkend worden door de Franse Gemeenschap van België ». In voorkomend geval kan de vermelding aangevuld worden met een duidelijke verwijzing naar de buitenlandse wetgeving volgens dewelke de diploma’s uitgereikt worden.

De vermelding bedoeld in het vorige lid, wanneer ze geschreven is op ongeacht welke drager, staat vet gedrukt en in een kader dat gescheiden is van de tekst, op de voorzijde van de eerste pagina.

§ 2. Bij de inschrijving, vóór de eerste vervaldatum van de storting door de student van het inschrijvingsgeld is de niet-erkende onderwijsinstelling ertoe gehouden om aan elke student een document te laten ondertekenen dat de volgende melding op een leesbare manier bevat « Instelling en diploma die niet erkend worden door de Franse Gemeenschap van België ». In voorkomend geval kan de melding aangevuld worden met een duidelijke verwijzing naar de buitenlandse wetgeving volgens dewelke het diploma uitgereikt wordt. Een afschrift van dit ondertekende document wordt aan de student tegen ontvangstbewijs bezorgd. »

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III van titel I een artikel 14/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14/5. Bij de niet-naleving van de verplichtingen ingeschreven in artikel 14/4, § 2, is de niet-erkende onderwijsinstelling ertoe gehouden om, binnen de 30 dagen na de ontvangst van een door een student ingediende aanvraag, alle inschrijvingsgelden en andere gelijkaardige kosten terug te betalen die geïnd worden sinds de eerste storting van deze inschrijving. Deze aanvraag moet duidelijk verwijzen naar artikel 14/4, ondertekend worden door de student en per aangetekende brief gestuurd worden.»

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III van titel I een artikel 14/6 ingevoegd, luidend als volgt :

«Artikel 14/6. § 1. Bij gebruik van de benamingen bedoeld in artikel 14 bestraft de Regering de niet-erkende onderwijsinstelling met een administratieve geldboete van 500 tot 5.000 euro.

§ 2. De Regering bestraft met een administratieve geldboete van 500 tot 5.000 euro de niet-erkende onderwijsinstelling die de verplichtingen bedoeld in de artikelen 14/3, § 1 en 14/4, § 1 niet naleeft. Bij herhaling binnen het jaar wordt het maximumcijfer van de geldboete verdubbeld.

§ 3. Onverminderd de toepassing van artikel 14/5 bestraft de Regering met een administratieve geldboete van 100 tot 1.000 euro per ingeschreven student de niet-erkende onderwijsinstelling die één van de verplichtingen bedoeld in artikel 14/4, § 2 niet naleeft. Bij herhaling binnen het jaar wordt het maximumcijfer van de geldboete verdubbeld.

§ 4. De Regering bepaalt de procedure en de nadere regels betreffende de beslissingen bedoeld in de paragrafen 1, 2 en 3.

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III van titel I een artikel 14/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14/7. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, bij wie zoals in kort geding een zaak aanhangig wordt gemaakt, is bevoegd om de stopzetting te besluiten van elk gebruik van één van de beschermde benamingen bedoeld in artikel 14, van elke mededeling of elke activiteit van een instelling bedoeld in artikel 14/1, bij de niet-naleving van één van de verplichtingen bedoeld in artikel 14/4. »

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt artikel 15, § 1, 41°, vervangen als volgt :

« 41° Academische graad : bekwaamheidsbewijs dat het slagen bekrachtigt voor een studiecycclus die overeenstemt met een kwalificatieniveau, erkend bij dit decreet en beschermd bij de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs; ».

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 juni 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.- Voorstel van decreet, nr. 635-1. - Commissieverslag, nr. 635-2.- Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 635-3. Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 635-4.-

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 27 juni 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2018/40456]

8 JUIN 2018. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section intitulée « Esthéticien » (code 832800S20D1) classée au niveau de l'enseignement de promotion sociale secondaire du troisième degré

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis favorable du 6 mars 2018 de la Cellule de consultation réunie en application de l'article 75 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 29 mars 2018;

Vu l'avis de conformité rendu le 15 mai 2018 par la Chambre de Concertation et d'Agrément du Service Francophone des Métiers et Qualifications,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée « Esthéticien » (code 832800S20D1) ainsi que les dossiers de référence des unités d'enseignement constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée au niveau de l'enseignement de promotion sociale secondaire du troisième degré.

Neuf des unités d'enseignement qui la composent sont classées au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition, trois unités d'enseignement sont classées au niveau de l'enseignement secondaire inférieur de transition et une unité d'enseignement est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de qualification.

Art. 2. La transformation progressive des structures existantes concernées commence au plus tard le 1^{er} janvier 2020.

La section visée par le présent arrêté remplace la section de « Esthéticien » (code 832100S20D1).

Art. 3. Le titre délivré à l'issue de la section intitulée « Esthéticien » (code 832800S20D1) est le certificat de qualification d'« Esthéticien » correspondant au certificat de qualification de « Esthéticien/Esthéticienne » délivré par l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice.